

La voix de l'Opposition de gauche

A propos de l'idéologie de la "gauche" du PS.

08. 11.2012

Il y en a qui courent après les élus, les cadres ou militants du PS, qui en ont même recruté des milliers, au POI si l'on en croit une déclaration (vidéo) de Schivardi parlant de 3 à 4 000 adhérents issus du PS au POI. Pourquoi pas, mais sur quelle base politique, plus précis encore peut-être sur quelles base idéologique ?

Les courants du PS qui se disent de gauche ou qui sont étiquetés de la sorte, quelle idéologie ont-ils adoptée, celle du capitalisme ou le socialisme ?

Dans une interview, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, cela ne s'invente pas, répond aux questions de Publicsenat.fr.

Interroger sur la hausse de la TVA, après avoir affirmé qu'elle était injuste parce qu'elle "*pèse sur tout le monde*", voyons de plus près quelle est sa véritable préoccupation, sur quoi repose réellement son raisonnement politique : "*Cela peut paralyser une part de la demande sans laquelle les entreprises n'auront pas de débouchés*", donc la politique de son gouvernement devrait être encore plus tournée vers les entreprises, donc le cadeau de 160 milliards d'euros (exonérations de cotisations sociales + ce pacte) accordés aux patrons et actionnaires par le gouvernement de 2014 à 2017 ne sont pas suffisants à ses yeux. Il s'agit d'une somme énorme, environ la moitié du budget de la France.

A qui va-t-elle faire défaut, dans les poches de qui sera-t-elle ponctionnée? Dans celles des travailleurs évidemment, ce qui se traduira forcément par une baisse de la demande pour reprendre leur langage de boutiquier qu'elle évoque au passage sans s'y arrêter pour consacrer les trois quarts de sa réponse aux besoins des patrons. Ce qui est somme toute normal ou logique, puisque le PS ne combattra jamais réellement au côté de la classe ouvrière pour faire aboutir ses revendications salariales, car si elles aboutissaient le coût du travail augmenterait et les entreprises seraient encore moins compétitives sur le marché mondial

Continuons

Elle a poursuivi dans le même registre.

Si elle exprime son désaccord avec les mesures annoncées par le gouvernement dans son Pacte antisocial, c'est avant tout parce qu'elles auront "*un effet négatif, injuste et anti économique sur la croissance*", entendez par là que le gouvernement aurait dû prendre des mesures qui revigorent le capitalisme, qui lui redonne une nouvelle jeunesse, dévoilant ainsi que sa véritable intention n'était pas et n'avait jamais été de combattre pour en finir avec le capitalisme mais de faire en sorte qu'il soit supportable pour les masses exploitées, ce qui suffit à situer le PS de l'autre côté de la barricade, celui du capital.

Ensuite, prisonnière de sa soumission au capitalisme, elle ne peut que s'enfoncer et le confirmer elle-même : "*le taux intermédiaire* (passage de 7 à 10% de la TVA - Ndlr) *concerne beaucoup de*

secteurs créateurs d'emploi. Certes, il y a des allègements de cotisation", qu'elle ne remet pas en cause, signifiant par là qu'elle estime normal de faire 80 milliards d'euros de cadeaux aux patrons de 2014 à 2017 qui viendront s'ajouter à la dette de l'Etat (de l'oligarchie financière) réglée par les travailleurs.

Poursuivons.

Leur méthode consiste à lier les intérêts des travailleurs et des patrons dans le cadre du capitalisme décrété indépassable, éternel, ce qui revient à soutenir ou conduit à systématiquement laisser passer toutes les mesures anti-ouvrières ou antisociales.

Cette politique réactionnaire accommodante envers le capitalisme ou d'accompagnement du capitalisme est basée sur le principe que, travailleurs et patrons seraient liés par des intérêts communs, et que par conséquent il est impossible d'adopter des mesures radicales contre les patrons car cela porterait préjudice aux travailleurs, ce qui se conçoit très bien puisque ce sont eux qui détiennent le pouvoir ; pour qu'il en soit autrement, il faudrait commencer par s'attaquer à leur pouvoir, ce dont le PS est totalement incapable, conformément à sa nature de parti bourgeois ou capitaliste et la boucle est bouclée.

Elle le confirme en disant à propos toujours de la hausse de la TVA : " *Elle n'est pas ciblée sur les vrais secteurs qui en ont besoin. Cette mesure coûte trop cher*", mais si elle avait ciblé "*les vrais secteurs qui en ont besoin*", elle n'aurait rien trouvé à y redire, autrement dit, elle se vend, elle n'est pas vraiment opposée à une hausse de la TVA qu'elle trouvera par ailleurs "*injuste*", elle conteste uniquement l'emploi qui en est fait.

Tout le reste de son discours est à l'avenant, sur les coupes budgétaires, etc.

Plus loin, elle confirme que sa priorité est le "*redressement économique*", précisons du capitalisme tel que ses représentants le conçoivent où la manière dont ils s'y prennent pour orchestrer la crise du capitalisme qui est par ailleurs bien réelle, ce qui "*ne peut se faire sans soutien populaire et syndical*", le PS à travers son discours ou sa propagande s'en chargeant de son côté comme chacun l'aura compris.

On n'invente rien, tenez, elle confirme tout ce qui vient d'être dit. Parole, parole, parole...

Question de Public Sénat : Pensez-vous qu'il manquera des voix au Parlement lorsque ces mesures seront examinées ?

Réponse de M-N. Lienemann : Non, on ne va pas traiter chaque désaccord par un vote différent. La solidarité gouvernementale s'imposera à nous. On a dit ce qu'on avait à dire sur le TSCG

Des affairistes, des opposants de salon, de pacotille, des godillots de la Ve République qui les nourrit grassement.

Question de Public Sénat : Globalement, les mesures proposées par Jean-Marc Ayrault vont-elles dans le bon sens ?

Réponse de M-N. Lienemann : Il y a des tas de choses très positives : les mesures hors coût, la politique de soutien des filières, le développement de la Banque publique d'investissement, les mesures bancaires, le Small business act à la française.. Mais des choses manquent : quelle stratégie

européenne pour lutter contre l'euro fort et le dumping fiscal ? Et sur la nature de capitalisme français, qui est de moins en moins un capitalisme national, alors que les Allemands ont gardé un capital plus national, notamment via leurs banques des régions. Chez nous, avec les privatisations, la plupart des fleurons de notre industrie sont partis.

On aurait pu se suffire de ce passage où tout y est dit ou presque. Du soutien à l'Union européenne, à l'euro, au capitalisme français, au social-patriotisme ou au nationalisme.

Question : si demain M-N. Lienemann rompait avec le PS tout en sachant sur quelle ligne idéologique elle est, pourrait-on l'accepter dans les rangs d'un parti ouvrier qui combat pour la rupture avec le capitalisme, avec la Ve République, avec l'UE, pour le socialisme, pour la révolution socialiste internationale ? La réponse est sans appel : NON ! Il faudrait au préalable qu'elle annonce publiquement abandonner l'idéologie de la classe dominante et qu'elle s'engage dorénavant à la combattre.